BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice







MESURES PRISES PAR LE
GOUVERNEMENT DU BURKINA
POUR PROMOUVOIR LES
INVESTISSEMENTS ETRANGERS
DANS LE SECTEUR PRIVE

Mahama ZOUNGRANA

Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

CONTENU DE LA COMMUNICATION

INTRODUCTION

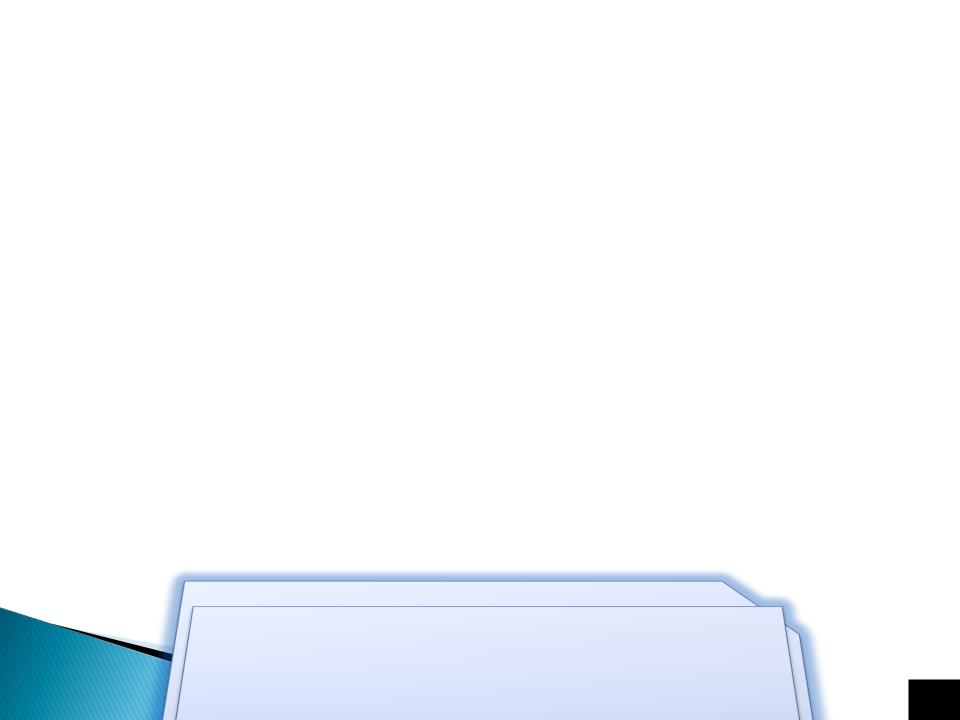
PARTIE I : Contexte et résultats attendus

PARTIE II : Potentialités et atouts de Bagré

PARTIE III : Les composantes du Projet

PARTIE IV : La Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition

CONCLUSION



INTRODUCTION

Vue la place prépondérante de l'agriculture dans l'économie nationale (87% de la population active, 33,83% du PIB sur la période 2000-2010, 74,6% du revenu des ménages agricoles), les autorités ont mis en place un cadre législatif et réglementaire propice, novateur et particulièrement incitatif, avec une politique ferme de protection, de garantie et de promotion des investissements.

INTRODUCTION

Partenariat Public/Privé

- Afin de permettre au secteur privé de jouer pleinement son rôle dans le développement économique, l'Etat a créé la Commission de Concertation Etat/Secteur Privé devenu plus tard Commission Permanente de Concertation Etat/Secteur Privé
- Le but ultime de cette Commission est de promouvoir un dialogue renforcé et permanent entre le Gouvernement et le Secteur Privé pour une meilleure prise en compte des préoccupations des opérateurs économiques privés dans les décisions du Gouvernement en matière économique,

INTRODUCTION

SCADD (2011-2015)

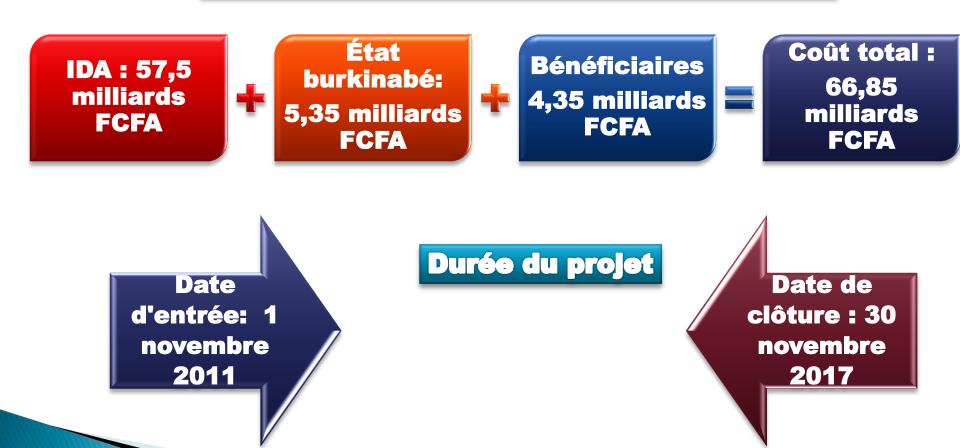
- La Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (2011-2015) adoptée par le Gouvernement en décembre 2010 est le référentiel des interventions publiques et celles des PTFs au Burkina
- Objectif: « réaliser une croissance économique forte (10% par an),
- Pour atteindre cet objectif, la SCADD a entre autres adopté une approche basée sur la promotion de pôle de croissance à forte potentialité Agricole comme Bagré Pôle.

CONTEXTE ET RESULTATS ATTENDUS

- Le Projet Pôle de Croissance de Bagré (PPCB) est basé sur les potentialités existantes dans la zone en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de développement du Gouvernement à travers la SCADD (2011-2015) par :
 - l'accélération de la croissance;
 - la création d'emplois ;
 - la réduction du chômage et de la pauvreté;
 - le soutien aux communautés vivant dans la zone du projet.

- Objectif général : Contribuer à l'accroissement de l'activité économique par l'augmentation de l'investissement privé, la création d'emplois et la hausse de la production agricole
- Approche : Partenariat Public-Privé par des financements publics qui servent de levier aux investissements privés

FINANCEMENT DU PROJET



MEGA RESULTATS ATTENDUS

30.000 emplois directs

20.000 bénéficiaires dont 30% de femmes

250.000 bénéficiaires indirects

De 157.000 tonnes en 2010 à 450.000 tonnes de production agricole en 2017

522 tonnes de poisson en 2009 à 1.250 tonnes de poisson en 2017

300 tonnes d'aliments de bétail à 2.400 tonnes d'aliments de bétail en 2017

Au moins 80 fournisseurs de services critiques.

CIBLE

- Principal groupe cible :
 - opérateurs et investisseurs privés nationaux et étrangers
 - producteurs et leurs organisations
 - petites et moyennes entreprises (PME) d'exploitation et de transformation agricoles
 - institutions publiques en charge de la promotion des exportations et des investissements agricoles et du développement du secteur privé à Bagré
 - fournisseurs de services de développement des entreprises

Opérant sur marchés : local et national, régional (CEDEAO, UEMOA) et International

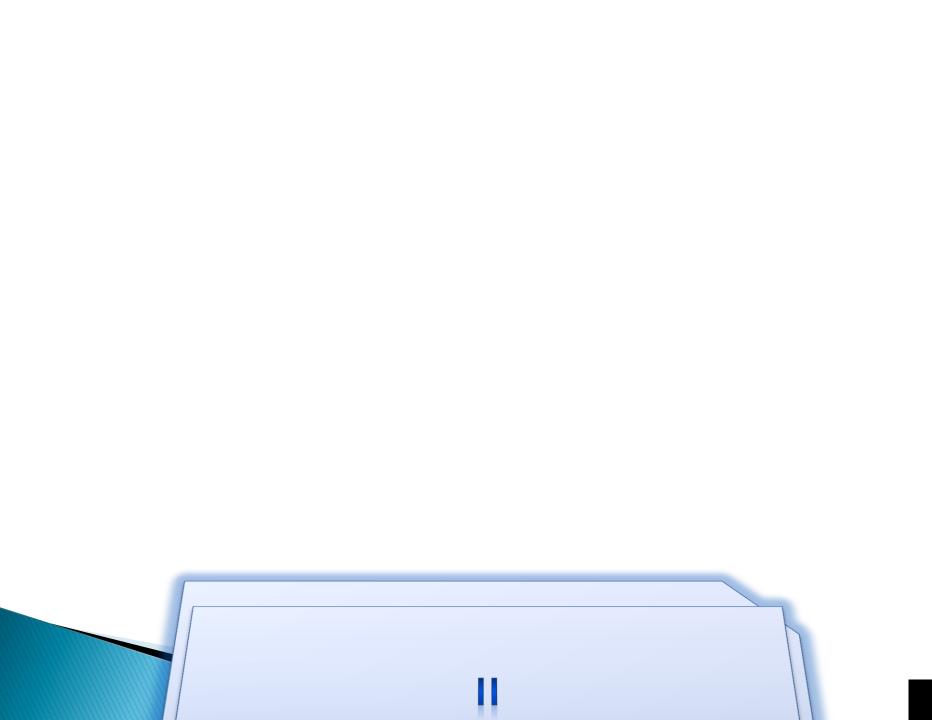
CIBLE

Principes:

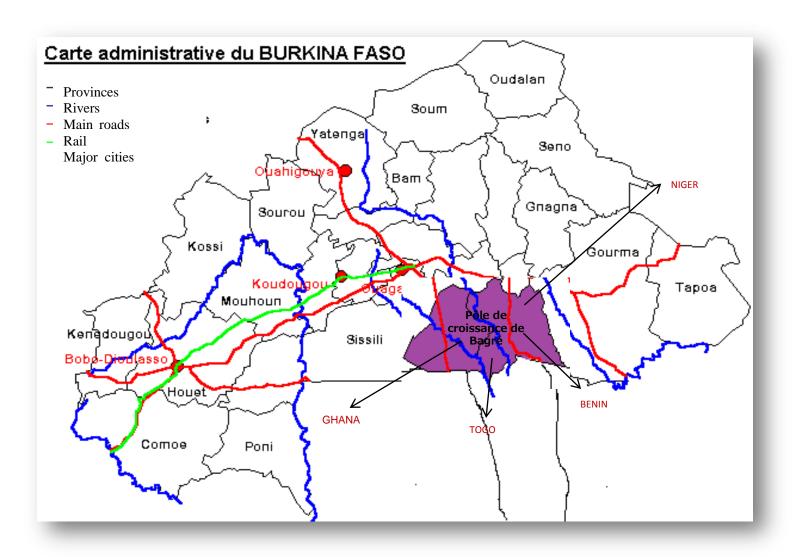
- Assurer des bénéfices partagés et optimiser la valeur ajoutée
- Pas de restriction sur les modèles d'entreprises légales
- Assurer un processus de sélection ouvert, transparent et rigoureux basé sur :
 - Critère économique (valeur ajoutée)
 - Critère social (nombre d'emplois créés)
 - Critère financier (taux de rentabilité)

CIBLE

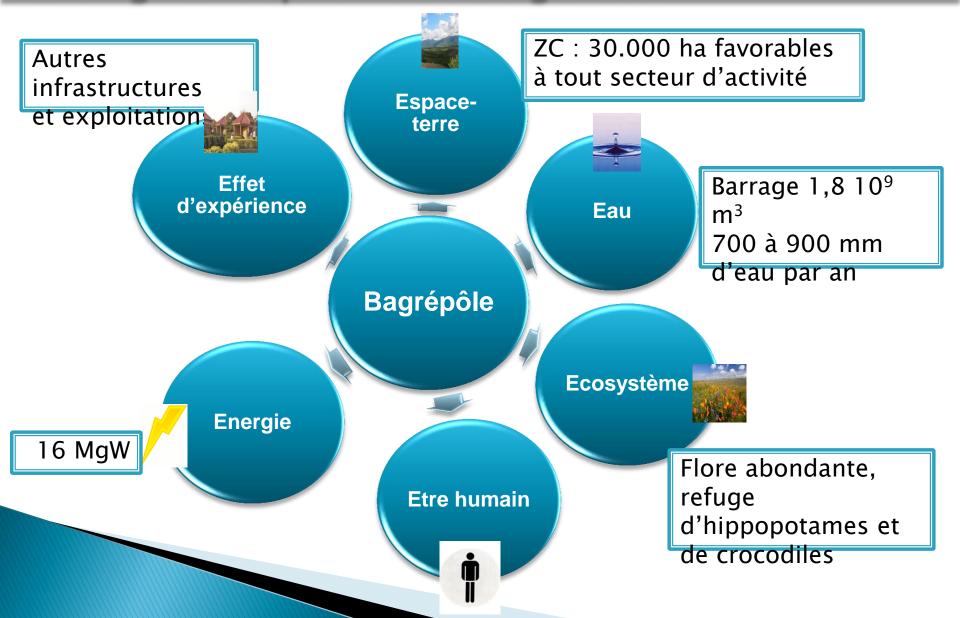
- Secteurs:
 - Agriculture
 - Élevage
 - Pêche
 - Transformation
 - Services critiques
 - Tourisme
 - Artisanat
 - Commerce, etc.



Potentialités et atouts de Bagré



Les 6 'E' déterminants de la croissance et avantages comparatifs de BagréPôle



LA NOUVELLE ALLIANCE

1.ORIGINE ET OBJECTIF DE LA NOUVELLE ALLIANCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

- Origine:
 - Engagements pris par les pays du G8 à l'Aquila (Italie) en 2009 de soutenir les pays africains dans leurs efforts de lutte contre l'insécurité alimentaire.
- Contenu du concept et objectif visé:
 - Engagement conjoint des pays du G8, des pays partenaires africains et du secteur privé pour extraire durant les 10 prochaines années 50 millions de personnes de la pauvreté et de la faim à travers une croissance agricole durable. Dans le cas du Burkina Faso 1,6 millions de personnes seront concernées.

- En relation avec ces engagements, les partenaires du secteur privé national et international acceptent de signer des lettres d'intention détaillant leurs plans d'investissement pluriannuels dans le secteur agricole dans le pays concerné.
- Ces investissements devront être centrés sur une croissance agricole inclusive et permettre aux petits producteurs d'avoir accès au financement et à la technologie en vue de relever le niveau de développement et d'adoption des technologies, et d'accroître la croissance agricole dans la perspective d'une réduction de manière durable de la pauvreté et de la malnutrition.
- Les engagements devront être formalisés dans un cadre de coopération

4. CADRE DE COOPÉRATION ENTRE LE BURKINA FASO ET LE G8

- 1. Engagements politiques clés du Gouvernement du Burkina Faso:
- Objectif 1 : Promouvoir une accessibilité intégrée des populations vulnérables aux intrants agricoles et aux circuits de commercialisation et de transformation des produits agricoles tout en améliorant leur capacité de résilience;

 Objectif 2 : Développer les périmètres irrigués et créer les conditions de leur gestion durable à travers une révision des règles de gestion et d'utilisation de l'eau;

 Objectif 3 : Créer un climat d'investissement sécurisant pour les investisseurs privés ;

 Objectif 4 : Faciliter l'accès à la terre et son utilisation productive sécurisée.

2. Intentions de financement des membres du G8 et d'autres entités :

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Les financements du Millennium Challenge Corporation Compact dans le secteur de l'agriculture : • 396 millions USD.

Les tranches annuelles de financement dans le secteur de l'agriculture et de la nutrition : • 2011 : 12.6 millions USD ;

• 2012: 16.6 millions USD.

Sous réserve de la disponibilité des fonds : • 2013: 15.9 millions USD.

- France: 2012-2015: 30.5 millions EUR / 40 millions USD;
- Allemagne : 2012-2014: 51.5 millions EUR (67.5 millions USD);
- Japon : Décaissements prévus pour appuyer le secteur de l'agriculture et les secteurs connexes sur la période, (année fiscale japonaise) : • 2012-2015 : 39 millions JPY (0.5 millions USD).

UNION EUROPENNE

Programmes en cours : • 24 millions EUR (31.5 millions USD).

Financements planifiés : • 2012-2013 : 48 millions EUR (62.9 million USD).

Engagement total jusqu'à la fin 2013 : • 72 millions EUR (94.4 millions USD).

3. Intentions d'investissement du secteur privé:

Sociétés burkinabè:

- Agence Deli Internationale (ADI);
- Union Conannet des Etuveuses de Riz de Bagré (UCERB);
- EBT-TRADING Sarl;
- GROUPE VELEGDA Sarl;
- Société Burkinabé des Corps Gras (SBCG) ;

- Société Agro-Pastorale et de Services (SAPAS) ;
- SAREPTA S.A.;
- PRO-AGRO;
- PICKOU EXPORT;
- Société d'exploitation des produits alimentaires (SODEPAL).

Sociétés internationales:

- Ecobank Group;
- AGCO;
- United phosphorus Limited (ULP);
- Yara;
- African Cashew Initiative;
- Competitive African Cotton Initiative (COMPACI).

5. MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE ALLIANCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

Principales actions réalisées ou en cours:

- Validation des financements annoncés dans le cadre de coopération: réalisée.
- Organisation d'une réunion d'information des acteurs (secteur privé, société civile): réalisée.
- Organisation d'une cérémonie de lancement: réalisée.
- Interaction avec les investisseurs privés internationaux: en cours.
- Programmation de l'utilisation des financements indiqués dans le cadre de coopération: réalisée.
- Mise en place des organes de pilotage et de coordination ; en cours
- Mise en place d'un système de suivi-évaluation: en cours.

JE VOUS REMERCIE